

L'industrie alimentaire aligne les morts¹

Au cœur de l'été, la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, mettait en garde contre les effets de la montée des prix des produits alimentaires. Et l'on se rappelait les émeutes de la faim des années 2008 et 2011 dans plusieurs régions pauvres du globe. La FAO notait ainsi que l'indice des prix des céréales, calculé mensuellement, par la FAO (l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation), a grimpé de 38 points (17 %) en juillet par rapport à juin, s'établissant à 260 points. Soit « seulement 14 points de moins que son record absolu de 274 points enregistrés en avril 2008 ».

La FAO pointait diverses causes à cette dangereuse dérive et évoquait l'exemple du maïs, aliment de base pour de nombreuses populations du tiers monde, dont le cours a explosé de 23 % en juillet. La FAO notait pêle-mêle « la forte détérioration des perspectives de récolte aux États-Unis, premier producteur mondial, à cause de la sécheresse. Mais aussi la production incontrôlée d'éthanol, « l'essence verte » obtenue à partir du maïs, outre-Atlantique. D'autre part, les cours du blé ont « pris » 20 %, toujours en juillet. Sont citées « les perspectives pessimistes de production en Russie et des prévisions de demande soutenue de blé destiné à l'élevage face à une offre tendue de maïs ».

Tout cela ne fait guère allusion à la spéculation généralisée sur les marchés agricoles. Les pays membres de l'Amis, l'organisme d'information sur les marchés des produits agricoles ont évoqué un possible recours, sans doute en octobre, au « forum de réaction rapide » (mis sur pied après la crise de 2011 au sein du G20) qui suit les prix agricoles. On évoque des fermetures de marchés et l'instauration de « quotas d'exportations ». Ce qui aggraverait encore les choses et, la spéculation s'en mêlant, aurait « un impact humain colossal », selon les termes du directeur général de la FAO, José Graziano Da Silva. Même si, selon la FAO toujours les cours du riz sont demeurés inchangés et si les cours de la viande, essentiellement la viande de porc, ont connu une baisse suivie depuis plusieurs années en raison de la faiblesse de la demande.

Le prix de la spéculation

« Spéculation alimentaire : comment se faire du blé sans voir un épi ? » interrogeait avec une saine impertinence le site terraecho.net² à la fin août. Qui énumérait, exemples à l'appui, les manœuvres de stockage pour garantir aux spéculateurs de plantureux bénéfices ; les contrats à terme qui permettent à vendeurs et acheteurs de s'accorder sur le prix de produits qui n'existent pas encore, évitant ainsi les risques liés à la fluctuation des prix pour des raisons diverses, notamment météorologiques. Les spéculateurs souscrivent aujourd'hui de très nombreux contrats à terme et les revendent quelques jours, voire quelques heures plus tard, avant l'échéance, en espérant faire du profit » dénonce encore Terraecho. Qui cite Abdolreza Abbassian, secrétaire du Groupe intergouvernemental sur les céréales à la FAO : « Le volume de blé négocié chaque jour grâce à ces contrats à terme est dix fois, voire parfois cent fois supérieur aux échanges réels de blé »... Sale jeu, jeu dangereux.

Qui fait bouillir le Suisse Jean Ziegler, rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde de 2000 à 2008, éternel militant des droits de l'homme : « Les ressources de la planète peuvent nourrir 12 milliards d'humains, mais la spéculation et la mainmise des multinationales sur les matières premières créent une pénurie. Conséquence : chaque être humain qui meurt de faim est assassiné », réaffirmait-il en septembre 2011. Et il dénonçait cette « destruction massive » par les marchés financiers³ : « Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim. Près d'un milliard d'humains sur les 7 milliards que compte la planète souffrent de sous-alimentation. La pyramide des martyrs augmente. (...) En raison de la crise financière, les ressources du Programme alimentaire mondial (PAM), chargé de l'aide d'urgence, ont diminué de moitié, passant de 6 milliards de dollars à 2,8 milliards. Les pays industrialisés ne paient plus leurs cotisations car

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – septembre 2012

² « Spéculation alimentaire : comment se faire du blé sans voir un épi ? ». A lire sur le site évoqué.

³ « Jean Ziegler : 'les spéculateurs devraient être jugés pour crime contre l'humanité' ». A lire sur différents sites comme bastanet.com.

il faut sauver la Grèce, l'Italie et les banques françaises. Une coupe budgétaire qui a un impact direct sur les plus démunis (...) Et les financiers continuent de spéculer sur les marchés alimentaires »

Des exemples, abondamment cités par les associations humanitaires : « On ne joue pas avec la nourriture » proclame ainsi une pétition lancée par l'organisation allemande Foodwatch, qui a fait de la transparence dans l'industrie agro-alimentaire son cheval de bataille.

Inhumanité bancaire

Cette action ciblait la Deutsche Bank, principale institution bancaire et financière du pays, active dans la spéculation sur les matières premières agricoles. L'organisation Attac appelle les clients de la DB à quitter l'établissement. La branche allemande d'Oxfam a embrayé. Les Amis de la Terre ont rudement interpellé le secteur bancaire en exigeant de lui qu'il retire du marché ses produits dérivés sur les biens alimentaires, et cesse de spéculer au détriment des peuples et de la nature. Une mobilisation qui semble avoir apporté certains résultats. Plusieurs établissements financiers, comme précisément la Deutsche Bank, ont dit renoncer à leurs produits dérivés sur des denrées alimentaires. Selon Rachel Tansey, des Amis de la Terre Europe, « L'avidité des banques ne doit pas passer avant la faim et la malnutrition des populations les plus pauvres. BNP Paribas (par exemple. NDLR) se targue de contribuer à créer un système qui réponde mieux aux besoins des gens, en respectant l'environnement et l'équité sociale. Afin d'être à la hauteur de ses engagements, cette banque doit arrêter de proposer des produits financiers liés aux matières premières agricoles ».

Partout, les ONG exigent l'interdiction des fonds spéculatifs et investisseurs institutionnels sur les bourses aux matières premières agricoles, ainsi que la création d'une instance de contrôle digne de ce nom. Sous couvert d'anonymat, un courtier de Francfort a dévoilé le pot aux roses : « Pour les investisseurs, ces instruments financiers leur permettent de diversifier leurs portefeuilles - et donc de se prémunir des crises sur les autres marchés - tout en prenant pied dans les pays émergents aux économies en forte croissance. Or, ces produits financiers ont l'immense avantage de leur éviter d'avoir à assumer les risques politiques et spécifiques inhérents à ces pays, des risques qui sont à assumer lorsque l'on investit en actions. »

Explosion sociale ?

Le Belge Olivier De Schutter, actuel rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ne cesse de démontrer l'impact de la spéculation sur la crise alimentaire : « Il n'y aurait pas eu de crise alimentaire sans spéculation. » Ce n'est pas « la seule cause de la crise, mais elle l'a accélérée et aggravée. Les marchés agricoles sont naturellement instables, mais la spéculation amplifie les brutales augmentations, tout comme les chutes des prix, qui sont aussi très dommageables pour les pays producteurs. Cela rend difficile la planification de la production et peut brutalement augmenter la facture alimentaire des pays importateurs de denrées. »

Au total, le pilotage de la production agricole par le marché mondialisé et la finance conduit le monde à une situation explosive socialement et dévastatrice pour les équilibres écologiques. Pour l'économiste David Hallam, directeur du département du commerce et des marchés de la FAO, « les déséquilibres physiques provoquent des phénomènes de forte variation et de volatilité des prix. Et ces phénomènes sont accentués par la spéculation sur les marchés des matières premières. Il faut donc réglementer le fonctionnement de ces marchés et leurs opérations (...) Et en l'état, le système alimentaire mondial est vulnérable aux chocs. Comme le seraient, par exemple, une forte hausse du prix du pétrole, des mesures de restriction aux exportations, etc.⁴. » Réguler, réglementer, mettre au pas des multinationales qui jouent avec la vie humaine... Vaste programme

⁴ « Alimentation. Un système qui est vulnérable aux chocs ». *L'Humanité* du 31 août 2012.